

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1591 du Dimanche 23 Août 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN

DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



CNAN EL DJAZAÏR



**L'ALGÉRIE OUVRE UN NOUVEAU
CORRIDOR MARITIME
VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST**

P. 7

JEUX MÉDITERRANÉENS TARENTE-2026



248 ATHLÈTES ALGÉRIENS À L'ASSAUT DES PODIUMS

● La délégation algérienne compte 248 athlètes engagés dans 27 disciplines. Pour l'Algérie, cette participation revêt une dimension particulière puisqu'il s'agit de sa 16^e présence consécutive aux Jeux méditerranéens.



Pp. 14 et 15

10,4 MILLIONS DE PSYCHOTROPES ET 33,4 KG DE COCAÏNE SAISIS

LE SCLTIS FRAPPE AU CŒUR D'UN RÉSEAU INTERNATIONAL

● Sept mois d'enquête, 25 interpellations et une saisie évaluée à près de 1.000 milliards de centimes. Le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS) vient de réaliser l'un des plus importants coups de filet de la Sûreté nationale contre le trafic organisé.

P. 3



RETRAIT, REMPLACEMENT ET RECYCLAGE

VIEUX BUS : C'EST FINI !

● LE RENOUVELLEMENT
DU PARC S'ACCÉLÈRE...

● LES BANQUES PUBLIQUES
MOBILISENT LEURS FINANCEMENTS

Pp. 4 et 5



**LE
SAVIEZ-
VOUS ?**

PRÉVUE DU 12 AU 14 NOVEMBRE

ADRAR ABIRTERA LA 8^e ÉDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU TOURISME SAHARIEN

La wilaya d'Adrar abritera, du 12 au 14 novembre prochain, la 8^e édition du Festival international du tourisme saharien (FITS), a indiqué un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

La ministre du secteur, Houria Meddahi, a présidé, mardi dernier, les travaux de la première réunion de coordination en prévision de la 8^e édition du FITS et procédé à l'installation officielle du commissaire du festival, précise le communiqué.

Au cours de cette réunion, consacrée à la définition des grandes lignes de la méthodologie de travail des membres du comité préparatoire du festival, la ministre a souligné l'importance qu'elle accorde aux préparatifs de ce rendez-vous international promotionnel majeur, insistant sur la nécessité de lui conférer la dimension économique qui lui sied, d'autant qu'il constituera "un espace idoine pour présenter les expériences touristiques

exceptionnelles, à même de promouvoir le tourisme saharien à l'échelle nationale et internationale". Rappelant que l'objectif de l'organisation de cet événement est de "mettre en avant un tourisme saharien authentique et unique dans toutes ses composantes", Mme Meddahi a insisté sur la nécessité de "valoriser les atouts de la wilaya d'Adrar en matière de tourisme spirituel et culturel", appelant à organiser des activités et des journées d'étude dans le cadre de cette démarche.

La ministre a, par ailleurs, appelé à "associer les start-up des régions du Sud, opérant dans le secteur du tourisme, aux différentes activités du festival", préconisant de "récompenser la meilleure start-up pour ses actions en faveur de la promotion du tourisme saharien, ses services touristiques innovants et sa contribution à la valorisation du patrimoine touristique et culturel saharien".



PORTAIL NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES INTÉGRATION DE SIX NOUVEAUX SERVICES NUMÉRIQUES RELATIFS AU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Le Haut-Commissariat à la numérisation (HCN) a annoncé, jeudi dernier, dans un communiqué, l'intégration de six nouveaux services numériques relatifs au secteur de l'énergie, via le portail national des services numériques, en coordination avec le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables. "En application des hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à élargir l'offre de services numériques via le portail national des services numériques et à renforcer l'interopérabilité entre les secteurs, six nouveaux services numériques relatifs au secteur de l'énergie et des énergies renouvelables ont été intégrés au portail", précise le HCN. Ces nouveaux services numériques comprennent notamment E-SANED, relevant de la commission de régulation de l'électricité



et du gaz (CREG), une plateforme numérique dédiée au traitement des demandes de délivrance des autorisations d'exploitation et des déclarations relatives aux installations de production d'électricité, le service "Fatourati" permettant de simuler la facture d'électricité et de gaz, à partir des données de consommation, à titre indicatif, et le service de paiement électronique de Sonelgaz, permettant aux clients de régler leurs factures d'électricité et de gaz en ligne, à l'aide d'une carte bancaire ou de la carte

EDAHABIA de manière simple et rapide. Il s'agit, en outre, du service "e-Taqaty" de Sonelgaz, une plateforme numérique permettant aux clients de consulter leurs informations, de suivre leurs demandes et d'effectuer les différentes démarches à distance.

La liste comprend également le service "ILTIMESS", une plateforme numérique dédiée au traitement des recours introduits par les citoyens auprès de la CREG, avec la possibilité de suivre l'état de leurs dossiers en ligne, et le service "E-Tarheed" qui s'inscrit dans le cadre du programme national de la gestion de l'énergie, permettant le suivi et l'exécution des procédures et des projets liés à l'efficacité énergétique et à la rationalisation de la consommation de l'énergie. L'intégration de ces nouveaux services numériques s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts du HCN visant à élargir l'offre de services numériques via le portail Dzair Digital Services, afin "d'accélérer la transition numérique et de consolider l'accès unifié aux services publics de manière plus simple, plus rapide, plus efficace et plus proche du citoyen", conclut le communiqué. **APS**

BELMEHDI REÇOIT LES LAURÉATS DU 46^e CONCOURS INTERNATIONAL DU ROI ABDULAZIZ DE RÉCITATION DU SAINT CORAN

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a reçu, jeudi dernier à Alger, les lauréats des premières places de la 46^e édition du Concours international du Roi Abdulaziz de récitation du Saint Coran qui s'est déroulé récemment au Royaume d'Arabie saoudite. Dans une déclaration à cette occasion, le ministre a affirmé que "ces résultats sont le fruit des efforts de l'enseignement coranique en Algérie qui jouit de tout l'intérêt des hautes autorités du pays, ainsi que des contributions des enseignants du Saint Coran et des cheikhs des zaouias", soulignant que tous ces efforts réunis ont permis de réaliser cet exploit honorable qui a permis de hisser le drapeau de l'Algérie dans l'un des plus importants concours coraniques internationaux. M. Belmehdi s'est félicité des prix remportés par ces étudiants qui "ont bien représenté l'Algérie, en tant qu'ambassadeurs du livre sacré et du référent religieux national", ajoutant que cet exploit exceptionnel "a fait l'objet de grands éloges au niveau international". Pour sa part, la récitante Djoumana Cheritla, lauréate de la première place dans la catégorie de récitation intégrale du Coran dans les sept lectures avec la récitation des Matn (textes) Al-Shatbiyyah (Riwaya wa diraya), s'est dit très contente de ce prix qui est le fruit d'une préparation intensive pour ce genre de concours internationaux. A ce même propos, Safa Imène Benyahia, qui a remporté la première place dans la catégorie de récitation intégrale du Saint Coran avec psalmodie, a estimé que cet exploit vient couronner les efforts constants consentis par les élèves en matière de récitation, un avis partagé par le candidat, Zakaria Fetal, deuxième place dans la catégorie récitation, psalmodie et exégèse.

JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID UNE VISITE PÉDAGOGIQUE AU SANCTUAIRE DU MARTYR AU PROFIT DE 2 000 ENFANTS ET JEUNES

Le ministère de la Jeunesse a organisé, jeudi dernier, une visite pédagogique au Sanctuaire du martyr (Alger) au profit de quelque 2 000 enfants et jeunes séjournant dans les camps d'été des centres de vacances et de loisirs relevant du secteur, et ce, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, commémorant le double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et de la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1955/1956), a indiqué vendredi dernier un communiqué du ministère. Cette initiative, organisée sous le slogan "L'engagement de la nouvelle génération envers ses aïeux", s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre du projet pédagogique des camps d'été, notamment dans son volet relatif à la consécration des valeurs de la mémoire nationale et du sentiment d'appartenance chez les enfants et les jeunes, ainsi qu'à la connaissance de l'histoire glorieuse de l'Algérie et des sacrifices consentis par ses braves choucha, contribuant ainsi au renforcement de leur attachement



à la patrie", précise la même source.

La visite, organisée au profit des enfants et jeunes séjournant dans les camps d'été relevant du secteur, dont des enfants de la communauté nationale établie à l'étranger, a également constitué une occasion de faire connaître les principales étapes liées à la mémoire de la glorieuse Révolution de libération, contribuant ainsi à "approfondir leurs

connaissances sur l'histoire de l'Algérie et à ancrer les valeurs de fidélité, de sacrifice et de citoyenneté auprès des générations montantes".

Dans ce contexte, le ministère a souligné que la participation des enfants de la communauté nationale établie à l'étranger revêtait une "importance particulière", en ce qu'elle traduit "l'attachement du secteur à renforcer leurs liens avec leur patrie et à leur permettre de découvrir de près l'histoire de l'Algérie, ainsi que son patrimoine de lutte et culturel, à travers l'intégration de programmes éducatifs, culturels et historiques conciliant dimension récréative et formation aux valeurs nationales", selon le communiqué.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire S G A n° 02100017113002183822

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadidja

Rédaction
M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Edline
Lamia O.
Amine A.

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

10,4 MILLIONS DE PSYCHOTROPES ET 33,4 KG DE COCAÏNE SAISIS

LE SCLTIS FRAPPE AU CŒUR D'UN RÉSEAU INTERNATIONAL

Sept mois d'enquête, 25 interpellations et une saisie évaluée à près de 1.000 milliards de centimes. Derrière les chiffres vertigineux de l'opération annoncée par la Sûreté nationale se dessine une organisation structurée, des cargaisons venues du Sud, des relais à l'étranger et une longue traque menée dans plusieurs wilayas. Le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS) affirme avoir démantelé l'un des réseaux internationaux de trafic de drogue les plus importants du pays, avec la saisie de 10,4 millions de capsules de Prégabaline et de 33,4 kg de cocaïne.



Tout commence en janvier 2026. À ce moment-là, les enquêteurs du Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants disposent surtout d'éléments fragmentaires. Des mouvements suspects, des flux de marchandises, des intermédiaires. Il faudra plusieurs mois pour transformer ces premières informations en une cartographie plus précise du réseau. Selon la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), les investigations ont progressivement permis d'identifier les membres présumés de l'organisation, de retracer les itinéraires empruntés par les cargaisons et de comprendre la manière dont les différents maillons de la filière communiquaient entre eux.

La piste mène principalement vers l'ouest du pays. Mais le réseau, selon la DGSN, ne s'arrête pas aux frontières algériennes. Une organisation dont une partie de la direction est basée au Maroc a été identifiée. Des barons marocains du narcotrafic dirigeaient la filière avec l'appui de complices, dont certains font l'objet de recherches par la justice algérienne.

Plus loin, les enquêteurs auraient également mis au jour des relais à Dubaï, notamment pour la gestion et le transfert de fonds issus du trafic, ainsi que des complices présumés en France.

Le réseau est une chaîne à plusieurs niveaux : approvisionnement, transport, distribution, circulation de l'argent. Les cargaisons, elles, empruntaient des itinéraires identifiés depuis les wilayas du Sud avant d'être acheminées vers d'autres régions du pays.

À mesure que les enquêteurs remontent cette chaîne, l'opération change d'échelle.

Une fois la phase d'identification achevée, le SCLTIS, avec l'appui du Groupement des opérations spéciales de la police (GOSP),

déclenche plusieurs opérations simultanées.

Les interventions sont menées dans cinq wilayas : Oran, Tizi Ouzou, Alger, Blida et Tipasa.

L'objectif est clair : frapper plusieurs maillons du réseau au même moment et empêcher les suspects de se prévenir ou de faire disparaître les éléments compromettants.

Au total, 25 membres de l'organisation sont interpellés, parmi lesquels une femme et un ressortissant étranger.

Mais c'est la découverte des cargaisons qui donne toute sa dimension à l'opération.

Dans les saisies annoncées par la DGSN figurent pas moins de 10.400.000 capsules de Prégabaline et plus de 33,4 kilogrammes de cocaïne.

À cela s'ajoutent 19 véhicules, dont un camion semi-remorque citerne et trois motocyclettes, utilisés dans les activités du réseau.

Les policiers ont également récupéré plus de 1,5 milliard de centimes provenant des revenus du trafic. La valeur marchande globale des produits saisis est, selon la DGSN, estimée à plus de 1.000 milliards de centimes.

Derrière cette somme, ce sont surtout les volumes qui impressionnent. Dix millions de capsules ne constituent pas une opération de détail. Ils donnent l'image d'une activité organisée à une échelle industrielle, avec des moyens de transport, des circuits d'acheminement et, surtout, une logistique capable de déplacer les marchandises sur de longues

distances.

Les 25 suspects ont été présentés, le 20 août 2026, devant le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé de Sidi M'Hamed à Alger.

À ce stade, les personnes interpellées demeurent présumées innocentes jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive établisse leur culpabilité.

L'opération menée par le SCLTIS n'est donc pas seulement une affaire de saisies spectaculaires. Elle illustre surtout une évolution du trafic de stupéfiants, de plus en plus structuré autour de filières

transnationales, de relais financiers et de circuits logistiques complexes.

INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFIC

Cette opération d'envergure intervient après plusieurs saisies importantes réalisées depuis le début de l'année par le SCLTIS, illustrant l'intensification des opérations menées contre les réseaux de trafic de stupéfiants et de psychotropes. En début d'année déjà, les brigades opérationnelles du SCLTIS avaient démantelé trois réseaux criminels organisés dans le cadre d'opérations distinctes. Quatorze personnes avaient été interpellées. Ces interventions avaient notamment permis la saisie de 120 kg de kif traité, 38 kg de cocaïne et 59.340 capsules de Prégabaline, ainsi que de sept véhicules.

En mars, le SCLTIS avait, par ailleurs, participé à une opération ayant permis la saisie de plus de 55

kg de kif traité en provenance du Maroc et l'arrestation de huit membres d'un réseau criminel organisé.

En mai 2026, le SCLTIS avait déjà démantelé un réseau transnational et saisi près de 4 millions de capsules de Prégabaline. Treize suspects avaient été arrêtés et présentés devant la justice, tandis que sept autres étaient activement recherchés.

La série s'était poursuivie en juin, avec le démantèlement de deux réseaux spécialisés dans le trafic de stupéfiants et la saisie de plus de 97 kg de kif traité, ainsi que l'arrestation de six individus lors de deux opérations distinctes menées en coordination avec les services régionaux de Tlemcen.

Une autre opération menée, plus récemment, à Djelfa et Laghouat, en coordination avec les services Douanes algériennes, avait abouti à la saisie de plus de 34 kg de cocaïne et plus de 17 kg de kif traité. Quatorze individus avaient été arrêtés et plus de 1,14 milliard de centimes, présentés comme provenant des revenus du trafic, avaient également été récupérés.

À travers cette succession d'opérations, le SCLTIS cible désormais des organisations dont le fonctionnement dépasse largement le simple acheminement ou la distribution de stupéfiants. Les investigations mettent en évidence des filières structurées, des itinéraires soigneusement établis, des moyens de transport dédiés et, dans certains dossiers, l'existence de relais financiers et logistiques à l'étranger.

Avec la saisie de 10,4 millions de capsules de Prégabaline et de 33,4 kg de cocaïne, la dernière opération apparaît ainsi comme l'un des coups de filet les plus importants réalisés cette année contre les réseaux transnationaux de trafic de stupéfiants en Algérie.

G. Salah Eddine

En mai 2026, le SCLTIS avait déjà démantelé un réseau transnational et saisi près de 4 millions de capsules de Prégabaline. Treize suspects avaient été arrêtés et présentés devant la justice, tandis que sept autres étaient activement recherchés.

ILS SONT RETIRÉS PROGRESSIVEMENT DE LA CIRCULATION LE RENOUVELLEMENT DU PARC DE BUS S'ACCÉLÈRE

Le renouvellement du parc de transport public national entre désormais dans sa phase opérationnelle. En août 2026, le retrait progressif des autobus âgés de plus de 30 ans coïncide avec l'arrivée des premiers véhicules neufs destinés aux opérateurs. Entre importations et production locale, notamment à travers le groupe Tirsam, le programme vise à accélérer la modernisation d'un parc dont une partie importante est aujourd'hui vieillissante.

Après plusieurs mois de préparation administrative, le processus s'articule désormais autour de deux opérations menées en parallèle : le retrait progressif des autobus les plus anciens et la réception des nouveaux véhicules destinés à renforcer les flottes des entreprises de transport.

La première phase concerne les autobus âgés de plus de 30 ans, notamment ceux mis en circulation avant 1996. Des procédures administratives ont été mises en place au niveau des wilayas afin de permettre aux transporteurs concernés de retirer leurs véhicules vieillissants du service et d'engager leur remplacement.

Cette mesure constitue la première étape d'un programme plus large destiné à moderniser progressivement le parc national de transport public, dont une partie importante est arrivée à un âge avancé. L'opération repose également sur plusieurs mécanismes de financement destinés à faciliter l'acquisition de véhicules neufs par les opérateurs privés.

L'ASSEMBLAGE LOCAL PREND SA PLACE

Dans cette dynamique, les constructeurs et opérateurs mobilisés pour le renouvellement des flottes occupent une place centrale. Parmi eux, Tirsam s'impose comme l'un des principaux acteurs algériens engagés dans le montage et la commercialisation de véhicules de transport public. L'entreprise propose plusieurs modèles destinés notamment au transport urbain et semi-urbain. Son unité d'assemblage implantée à Batna doit contribuer au développement progressif des capacités industrielles locales.

Tirsam travaille également au développement d'autocars destinés aux lignes interwilayas dans le cadre d'un partenariat technique avec le constructeur chinois Yutong.

L'implication des acteurs industriels locaux donne ainsi au programme une dimension qui dépasse la simple acquisition de véhicules. Le renouvellement du parc constitue également une opportunité pour développer les capacités nationales de montage, d'intégration et, à terme, de production de certains équipements destinés au transport public.

Alors que le marché algérien doit absorber des milliers de nouveaux autobus, la montée en puissance de l'assemblage local pourrait permettre de réduire progressivement la dépendance aux importations et



de renforcer la chaîne industrielle nationale.

Tirsam a déjà participé aux premières opérations de renouvellement. En mars 2026, l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) avait réceptionné une première livraison d'une centaine d'autobus, d'une capacité comprise entre 50 et 70 places.

LES IMPORTATIONS POUR ACCÉLÉRER LE RENOUVELLEMENT

La production et l'assemblage locaux ne constituent toutefois qu'un des volets du programme. Face à l'ampleur des besoins et à l'urgence du remplacement des véhicules les plus anciens, l'importation doit également permettre d'accélérer la modernisation du parc.

Le programme prévoit ainsi l'acquisition de 10.000 nouveaux autobus, avec des véhicules en provenance notamment de Chine et d'Allemagne.

L'activité dans les ports algériens s'est d'ailleurs intensifiée ces derniers mois. Le port d'Alger a notamment réceptionné une cargaison de 568 autobus de différents types dans le cadre d'un programme portant sur plusieurs milliers de véhicules. D'autres cargaisons ont également été réceptionnées dans les ports d'Alger, de Djen Djen et de Mostaganem, traduisant la montée en puissance des opérations d'acheminement.

L'objectif est d'assurer une transition aussi fluide que possible entre le retrait des autobus vétustes et l'entrée en circulation des nouveaux véhicules, afin d'éviter que la modernisation du parc ne se traduise par une réduction temporaire de l'offre de transport. Trois opérateurs, EDIV, Tirsam et Peng Pu Algérie, ont été sélectionnés pour contribuer à la mise en œuvre du programme et proposer une gamme de véhicules adaptée aux différentes catégories de transport.

Les modèles concernés couvrent plusieurs usages, allant du transport urbain et interurbain au transport scolaire et universitaire, en passant par le transport du personnel.

Cette diversité doit permettre d'adapter les véhicules aux réalités des différentes régions du pays. Les besoins d'une grande métropole ne sont évidemment pas les mêmes que ceux d'une liaison interwilayas ou d'une zone moins densément peuplée.

Le renouvellement du parc ne consiste donc pas

seulement à remplacer un autobus ancien par un modèle plus récent. Il s'agit également d'adapter progressivement l'offre aux caractéristiques des lignes, aux distances parcourues et aux besoins spécifiques des usagers.

LE FINANCEMENT

Pour les transporteurs privés, la question du financement constitue un élément déterminant de la réussite du programme.

L'État prévoit de prendre en charge 20 % du prix d'acquisition d'un véhicule neuf, tandis que les établissements bancaires peuvent financer jusqu'à 90 % du coût du véhicule, selon les conditions du crédit, avec un apport initial minimum de 10 %.

La durée de remboursement peut atteindre dix ans, avec la possibilité d'un différé selon les modalités du financement.

Ces mécanismes doivent permettre aux opérateurs de répartir le coût de l'investissement sur plusieurs années et d'engager le renouvellement de leurs véhicules sans supporter immédiatement la totalité de la charge financière.

DU VIEUX PARC À UN NOUVEAU MODÈLE DE TRANSPORT

En août 2026, le programme franchit ainsi une nouvelle étape : celle du passage des décisions administratives à la mise en œuvre concrète sur le terrain.

Le retrait des autobus âgés de plus de 30 ans accompagne désormais la réception, la distribution et la mise en circulation de nouveaux véhicules. Le principal défi consiste à maintenir ce rythme afin d'assurer une transition progressive et d'éviter que le vieillissement du parc ne soit simplement remplacé par une nouvelle accumulation de véhicules anciens dans quelques années.

L'arrivée des autobus importés, combinée au développement de l'assemblage local, doit contribuer à répondre aux besoins immédiats tout en renforçant progressivement la capacité industrielle nationale. Au-delà du simple renouvellement des véhicules, le programme touche ainsi à plusieurs enjeux à la fois : sécurité routière, qualité du service, confort des usagers, financement des opérateurs et développement de l'industrie automobile locale.

L'enjeu est désormais de faire de cette première phase un mouvement durable. Remplacer les bus les plus anciens constitue une étape importante, mais la véritable réussite du programme se mesurera à sa capacité à installer dans la durée un parc plus récent, plus sûr et plus adapté aux besoins des usagers.

Le renouvellement du parc de transport public apparaît ainsi comme bien davantage qu'une opération de remplacement. Il peut devenir l'un des leviers d'une transformation plus profonde du secteur, en rapprochant progressivement la qualité du service des exigences actuelles tout en donnant davantage de place à la production et à l'intégration industrielles nationales.

Abir Menasria

LES BANQUES PUBLIQUES MOBILISENT LEURS FINANCEMENTS

Avec un financement pouvant couvrir jusqu'à 90 % du prix d'achat, un apport initial de 10 % et une durée de remboursement pouvant atteindre dix ans, les banques publiques renforcent leur soutien aux opérateurs de transport privés engagés dans le renouvellement de leurs flottes d'autobus âgés de plus de 25 ans.

Le renouvellement du parc national de transport public entre ainsi dans une nouvelle phase, portée par les dispositifs de financement mis en place par plusieurs banques publiques au profit des entreprises

souhaitant remplacer leurs anciens autobus par des véhicules neufs.

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et la Banque nationale d'Algérie (BNA) ont mis en place des solutions de financement destinées aux opérateurs de transport, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers exerçant cette activité, pour l'acquisition de nouveaux autobus auprès de fournisseurs répondant aux exigences réglementaires.

Au cœur de ces dispositifs figure un

financement bancaire pouvant atteindre 90 % du prix d'achat de l'autobus, toutes taxes comprises. Le bénéficiaire doit, en contrepartie, assurer un apport personnel d'au moins 10 %.

LES BANQUES PUBLIQUES FACILITENT L'ACQUISITION DE NOUVEAUX AUTOBUS

Les formules proposées prévoient également une durée de remboursement pouvant aller jusqu'à dix ans, avec un différé de remboursement pouvant atteindre six mois. Ce mécanisme doit

permettre au transporteur de mettre le véhicule en service et de commencer à générer des revenus avant le début des échéances.

Sur le plan des conditions financières, la BNA et le CPA proposent un taux d'intérêt de 5,5 % hors taxes, tandis que la BADR offre également des solutions de financement conformes à la finance islamique, notamment à travers la formule Mourabaha, en complément des financements bancaires classiques.

...

RETRAIT, REMPLACEMENT ET RECYCLAGE LES VIEUX BUS : **C'EST FINI !**

À la suite du drame de Boumerdès, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, donne instruction d'accélérer le renouvellement du parc d'autobus vétustes, à travers leur retrait, leur remplacement et leur recyclage.

Le drame de Boumerdès a brutalement remis au premier plan la question de la sécurité dans le transport collectif. Le 31 juillet 2026, le renversement et la chute d'un autobus dans un ravin à Berrahmoun El-Karma, dans la wilaya de Boumerdès, ont fait 28 morts et 44 blessés.

Mais si ce drame a ravivé l'inquiétude sur l'état du transport collectif, la décision de renouveler profondément le parc des autobus n'est pas née de cet accident. Elle s'inscrit dans une politique engagée depuis 2025 et renforcée progressivement par les décisions présidentielles.

De 30 ans à 25 ans : le grand ménage est lancé

Le premier tournant est intervenu, en août 2025, dans le sillage du grave accident d'oued El-Harrach. Les pouvoirs publics avaient alors engagé une opération visant à remplacer 5.400 autobus âgés de plus de 30 ans dans un délai de six mois, selon les déclarations du ministre des Transports.

Cette première étape allait rapidement laisser place à une ambition plus large. Le 3 mai 2026, lors d'une réunion du Conseil des ministres, le président Abdelmadjid Tebboune a ordonné le retrait du parc national de tous les bus âgés de plus de 25 ans, avec un délai maximal fixé à trois mois.

Cette décision marque une accélération importante. Il ne s'agit plus seulement de sortir les véhicules les plus anciens, ceux dépassant trois décennies de circulation, mais d'abaisser le seuil à 25 ans afin de rajeunir plus rapidement la flotte nationale.

La mesure répond à un double impératif : améliorer les conditions de transport des citoyens et renforcer la sécurité du parc roulant. Des associations de protection des consommateurs ont d'ailleurs salué cette décision, estimant qu'elle était susceptible d'améliorer les conditions de déplacement et de professionnaliser davantage le transport public.

Le drame de Boumerdès, survenu quelques semaines après cette décision, donne évidemment une résonance particulière à cette politique.



Mais il serait prématuré de conclure que l'âge du bus impliqué est à lui seul à l'origine de l'accident : les autorités ont précisément annoncé des enquêtes pour en établir les causes.

10.000 BUS POUR REMPLACER LES ANCIENS

Le retrait des vieux autobus ne peut cependant réussir que s'il existe suffisamment de véhicules de remplacement. C'est tout l'enjeu du vaste programme engagé par l'État. Un programme d'importation de 10.000 nouveaux bus a été lancé pour contribuer au renouvellement du parc national de transport de voyageurs. Les premières livraisons ont commencé dès le début de l'année 2026.

Ainsi, l'Entreprise de développement de l'industrie des véhicules, relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale, a réceptionné 335 bus au port d'Alger, le 1er février 2026, première cargaison de ce programme. Quelques jours plus tard, 134 autres bus ont été réceptionnés au même port. Le mouvement s'est poursuivi, en mars, avec l'arrivée de 420 nouveaux bus au port de Djen Djen, à Jijel, toujours dans le cadre du programme des 10.000 véhicules.

La logique est donc claire : retirer progressivement les véhicules vieillissants tout en alimentant le parc par des autobus neufs. L'objectif est d'éviter qu'un retrait massif ne se traduise par une insuffisance de l'offre de transport. Cette opération représente également un enjeu industriel. Le renouvellement du parc doit accompagner le développement de la filière automobile et de la fabrication des autobus en Algérie, avec une volonté affichée d'augmenter

CHIFFRES-CLÉS

27 MORTS – 42 BLESSÉS : bilan le plus lourd du drame de Boumerdès du 31 juillet 2026.
25 ANS : nouveau seuil d'âge fixé pour le retrait des autobus du parc national.
3 MOIS : délai maximal ordonné pour le retrait des bus de plus de 25 ans.
5.400 BUS : nombre de véhicules de plus de 30 ans dont le remplacement avait été annoncé en 2025.
10.000 BUS NEUFS : programme d'importation destiné au renouvellement du parc national.

progressivement l'intégration locale.

ET APRÈS LA ROUTE ? UNE DEUXIÈME VIE POUR LES VIEUX BUS

Une question demeure : que deviennent les autobus retirés de la circulation ? Leur retrait ne devrait pas se traduire par un simple abandon dans des dépôts ou des terrains. Un autobus arrivé en fin de vie constitue aussi une importante réserve de matériaux récupérables. Après sa sortie définitive du transport de voyageurs, le véhicule peut être orienté vers les opérations de démontage et de récupération. Les différents composants sont séparés en fonction de leur nature et de leur état : acier, aluminium, cuivre, verre, caoutchouc, plastiques et certaines pièces ou équipements susceptibles d'être valorisés lorsqu'ils répondent aux normes requises. L'acier constitue notamment une matière particulièrement importante dans un autobus. Une fois récupérés et triés, les métaux peuvent rejoindre les filières industrielles de recyclage et redevenir une matière première pour

de nouvelles productions. Le vieux bus change ainsi de statut : il ne sert plus à transporter des voyageurs, mais ses matériaux peuvent continuer à vivre dans l'industrie.

Cette dimension est essentielle pour éviter que le renouvellement du parc ne génère simplement des milliers d'épaves supplémentaires. La modernisation du transport peut au contraire s'accompagner d'une véritable logique d'économie circulaire : retirer, remplacer, démonter, trier et valoriser. L'enjeu est d'autant plus important que le nombre de véhicules concernés est considérable. En 2025, le ministère des Transports

évoquait déjà 5.400 autobus de plus de 30 ans à remplacer dans les six mois. Avec l'abaissement du seuil à 25 ans décidé en mai 2026, le périmètre du renouvellement s'élargit encore.

UNE NOUVELLE PAGE POUR LE TRANSPORT COLLECTIF

Le drame de Boumerdès, avec 27 morts et 42 blessés, restera comme un rappel tragique des exigences qui entourent le transport collectif. Mais la réponse de l'État ne se résume pas à une réaction à cette catastrophe. Depuis 2025, une politique de renouvellement du parc est progressivement mise en œuvre, avec une accélération décisive en mai 2026 : les bus de plus de 25 ans doivent être retirés dans un délai maximal de trois mois.

Parallèlement, les 10.000 nouveaux bus prévus dans le programme présidentiel commencent à arriver sur le territoire national. La transformation attendue est donc beaucoup plus large qu'un simple changement de véhicules. Elle concerne la sécurité des voyageurs, la qualité du service public, le renouvellement du parc, l'industrie nationale et, demain, la récupération et la valorisation des véhicules hors d'usage.

Le vieux bus qui a passé des années sur les routes algériennes pourrait ainsi connaître sa dernière étape : non plus transporter des passagers, mais être démonté, trié et recyclé.

Après des décennies de présence dans le paysage urbain et interurbain, une page se tourne progressivement dans le transport collectif algérien.

ALGER 16

SOUTENIR DIRECTEMENT LE RENOUELEMENT

Ces mécanismes accompagnent le programme gouvernemental visant au retrait progressif des autobus âgés de plus de 25 ans et à leur remplacement par des véhicules répondant aux normes techniques et réglementaires en vigueur. L'objectif ne se limite pas à rajeunir le parc. Le renouvellement doit également contribuer à améliorer les conditions de transport des voyageurs, la sécurité et la qualité du service assuré par les opérateurs privés.

Pour les transporteurs, le principal intérêt de ces dispositifs réside dans la possibilité de réduire le poids financier d'un investissement particulièrement élevé. L'acquisition d'un autobus neuf représente, en effet, une dépense importante, difficile à supporter pour certains opérateurs sans recours au crédit.

La prise en charge bancaire de jusqu'à 90 % du prix d'achat, combinée à une période de remboursement étendue et à la possibilité d'un différé, permet ainsi d'étaler la charge financière sur plusieurs années et de faciliter le passage vers des véhicules plus récents.

À travers ces dispositifs, les banques publiques

participent directement à la mise en œuvre du programme de modernisation du transport public, en mettant leurs instruments de financement au service du renouvellement des flottes.

Le transport public demeure à cet égard « un secteur prioritaire, compte tenu de son impact direct sur la mobilité des citoyens et l'activité économique ».

Les opérateurs intéressés sont appelés à se rapprocher des agences bancaires concernées afin de prendre connaissance des conditions d'éligibilité, des pièces à fournir et des différentes modalités de financement.

Abir Menasria

DÉPASSEMENTS ET RISQUES ROUTIERS PRÈS DE 350 SIGNALEMENTS REÇUS QUOTIDIENNEMENT

Près de 350 signalements relatifs à des infractions et à des situations présentant un risque pour les usagers de la route sont reçus quotidiennement par les services de la Gendarmerie nationale. Cette hausse témoigne d'une implication croissante des citoyens dans la prévention des risques routiers et dans la préservation de leur sécurité, a indiqué la responsable du bureau de l'information et de la communication au Centre d'information et de coordination routière du Commandement de la Gendarmerie nationale (GN), la commandante Rachida Aib.

À cet égard, la commandante Aib a expliqué à l'APS que le Commandement de la Gendarmerie nationale avait diversifié ses canaux de communication avec les citoyens, à travers notamment les appels téléphoniques et les plateformes numériques, dont la page « Tariki », qui permet de recueillir les préoccupations et les signalements des usagers et d'y répondre avec « la rapidité et l'efficacité requises ». Elle a précisé que le volume des signalements enregistrés à travers ces différents canaux témoignait d'un engagement accru des citoyens. Entre 200 et 250 signalements sont ainsi reçus chaque jour via la page « Tariki », auxquels s'ajoutent entre 100 et 150 appels téléphoniques. La majorité des signalements concerne les comportements et



infractions liées au transport de voyageurs et de marchandises, les manœuvres dangereuses, les excès de vitesse, ainsi que l'utilisation du téléphone portable au volant, notamment parmi les conducteurs de véhicules de transport et d'autobus.

Les citoyens signalent également des situations liées à la sécurité et à l'ordre publics. Ces signalements sont transmis aux autorités compétentes afin de prendre les mesures nécessaires et d'assurer les suites appropriées. La même responsable a relevé que le nombre de signalements augmentait durant les périodes de forte circulation, notamment les week-ends et les heures de pointe, mais aussi pendant les vacances d'été, les jours fériés et les différentes occasions marquant une hausse des déplacements. La fréquence des alertes augmente également en cas d'intempéries ou d'accidents de la circulation graves, ce qui met en évidence le rôle des citoyens dans la détection et le signalement rapide des situations

susceptibles de mettre en danger les usagers de la route.

UNE INTERVENTION COORDONNÉE AVEC LES UNITÉS SUR LE TERRAIN

Concernant le traitement des signalements, la commandante Aib a expliqué que leur prise en charge repose sur une coordination directe avec les unités opérationnelles déployées sur le terrain. Ce dispositif permet, selon elle, de prendre rapidement les mesures nécessaires, d'améliorer la réactivité des interventions et de limiter les risques pour les usagers. Dans le même cadre, la responsable a insisté sur la nécessité d'ancrer une véritable culture du signalement, considérée comme un outil de prévention et une responsabilité partagée entre les citoyens et les forces de l'ordre et non comme un simple moyen de dénoncer des infractions.

Le Commandement de la Gendarmerie nationale mène ainsi plusieurs campagnes de sensibilisation, comprenant des

actions de terrain et des journées portes ouvertes destinées à renforcer le contact direct avec les citoyens.

La sensibilisation s'appuie également sur les réseaux sociaux à travers la page « Tariki », notamment sur Facebook, Instagram et TikTok, afin de faciliter la transmission des alertes et de maintenir un contact permanent avec les usagers.

Par ailleurs, la commandante Aib a fait état d'une hausse du nombre d'accidents de la route enregistrés durant les cinq premiers mois de l'année, comparativement à la même période de l'année précédente.

« Durant ces mois, 5 537 accidents de la route ont été recensés, faisant 1 256 morts et 5 731 blessés », a-t-elle déclaré. Elle a souligné que le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, confirmant ainsi l'importance de la prévention et du signalement des comportements dangereux susceptibles de provoquer des drames sur les routes. Au-delà de la verbalisation, le signalement citoyen constitue ainsi un outil supplémentaire de prévention, permettant aux forces de sécurité d'intervenir avant qu'un comportement dangereux ne se transforme en accident.

La sécurité routière demeure une responsabilité collective. Le signalement d'un comportement à risque peut contribuer à prévenir un accident et, dans certains cas, à sauver des vies.

Abir Menasria

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'ORGANISATION NATIONALE DES JOURNALISTES ALGÉRIENS FAIRE FACE AUX TENTATIVES D'INFILTRATION, DE FALSIFICATION ET DE MANIPULATION DES CONSCIENCES

La première édition de l'université d'été de l'Organisation nationale des journalistes algériens se tiendra les 27, 28 et 29 août courant à Oran, sous le thème : "Les médias nationaux face aux guerres des récits", a-t-on appris, vendredi dernier, des organisateurs. Cette manifestation s'inscrit dans le contexte des mutations rapides que connaît le paysage médiatique national et international, notamment avec la large diffusion des technologies de l'intelligence artificielle et le rôle croissant des réseaux sociaux, ainsi que l'intensification des campagnes systématiques de désinformation visant la stabilité des Etats et leur souveraineté médiatique, selon la même source. Cette université d'été vise à renforcer la capacité des médias nationaux à faire face aux tentatives d'infiltration, de falsification et de manipulation des consciences, ainsi qu'à

développer les compétences des journalistes dans l'utilisation des outils de l'intelligence artificielle, des techniques de vérification de l'information et de l'analyse des mégadonnées, précise-t-on. L'initiative ambitionne également de maintenir un récit national cohérent mettant en avant l'histoire de l'Algérie et les sacrifices de son peuple, tout en faisant face aux récits tendancieux, outre la promotion de la performance professionnelle du journaliste algérien et le renforcement de son engagement en faveur de l'éthique professionnelle dans l'espace numérique, a-t-on ajouté. Le programme de cette manifestation comprend plusieurs axes, dont "Les médias et la souveraineté nationale à l'ère de l'intelligence artificielle et de la cinquième génération" et "Les techniques de veille et de

lutte contre les fausses informations et les deepfakes", ainsi que "Le rôle de la presse dans la protection de la mémoire nationale". Au menu également "Le journalisme d'investigation comme outil de lutte contre les guerres de quatrième et de cinquième générations", en plus de l'organisation d'ateliers pratiques consacrés au journalisme de données, à la création de contenus numériques et à la cybersécurité des journalistes. La rencontre sera encadrée par un panel d'experts, de professionnels des médias et d'universitaires, ainsi que par des représentants des institutions de l'Etat et des médias publics et privés, permettant aux participants de bénéficier d'expériences et d'expertises spécialisées dans les différents domaines médiatiques.

APS

CNAN EL DJAZAÏR

L'ALGÉRIE OUVRE UN NOUVEAU CORRIDOR MARITIME VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

La CNAN El Djaïr met en service une liaison régulière reliant les ports algériens à Nouakchott, Nouadhibou et Dakar. Au-delà du renforcement de l'offre de transport, cette nouvelle ligne doit faciliter l'accès des exportateurs algériens aux marchés ouest-africains et accompagner la montée en puissance des échanges avec le continent.

Exporter davantage vers l'Afrique suppose aussi de pouvoir y acheminer les marchandises dans des conditions régulières et prévisibles. C'est précisément sur ce maillon logistique que l'Algérie entend désormais renforcer sa présence. La compagnie nationale de transport maritime de marchandises CNAN El Djaïr annonce la mise en place d'une liaison régulière entre l'Algérie, la Mauritanie et le Sénégal, avec des escales à Nouakchott, Nouadhibou et Dakar.

Les traversées seront programmées tous les 30 jours, avec un délai de transit pouvant atteindre six jours, selon les informations communiquées par la compagnie. Une fréquence qui vise notamment à offrir aux opérateurs économiques une solution maritime régulière pour l'acheminement de leurs marchandises vers plusieurs marchés d'Afrique de l'Ouest. Pour assurer cette desserte, la CNAN prévoit de mobiliser une flotte de neuf navires battant pavillon algérien, dont deux dédiés au transport de conteneurs et sept au transport de marchandises générales. La diversité de la flotte doit permettre de répondre à plusieurs catégories de besoins logistiques, des expéditions conteneurisées au transport de marchandises conventionnelles. L'enjeu dépasse toutefois la seule ouverture d'une nouvelle ligne maritime. Pour l'Algérie, le développement des exportations vers l'Afrique se heurte depuis plusieurs années à une question centrale : comment acheminer régulièrement les produits nationaux vers des



marchés parfois éloignés et maintenir leur compétitivité une fois sur place ? La nouvelle liaison apporte une partie de la réponse en créant une connexion maritime directe avec trois points stratégiques de la façade ouest-africaine. La Mauritanie occupe, à cet égard, une position particulière. Elle constitue à la fois un marché pour les produits algériens et une porte d'accès vers les marchés de l'Afrique de l'Ouest. Dakar élargit, de son côté, le rayon d'action de la desserte en direction du Sénégal et, potentiellement, des pays de la région. L'objectif affiché par la CNAN est ainsi de contribuer au développement des échanges commerciaux et de renforcer les connexions maritimes entre l'Algérie et le marché africain. Pour les exportateurs, la régularité du transport constitue un élément déterminant : elle permet de mieux planifier les expéditions, de réduire les incertitudes logistiques et de faciliter l'accès aux marchés extérieurs. Cette infrastructure logistique prend d'autant plus d'importance que l'Algérie cherche à accélérer la diversification de ses exportations et à accroître la présence de ses produits sur les marchés africains.

PREMIER MAILLON D'UN DYNAMIQUE RÉGIONALE
La nouvelle desserte intervient dans un contexte de rapprochement

économique croissant entre Alger et Nouakchott.

Début juin, la CNAN El Djaïr avait déjà annoncé la programmation d'une traversée cargo à destination du port de Nouakchott. Cette nouvelle liaison régulière vient donc prolonger une dynamique engagée ces derniers mois autour du développement des échanges commerciaux entre les deux pays. La 8e édition de la Foire des produits et services algériens à Nouakchott, organisée en mai dernier, avait notamment permis de concrétiser plusieurs partenariats. Sept contrats avaient alors été signés entre des opérateurs économiques algériens et mauritaniens.

L'un des accords les plus significatifs concernait l'expédition de 500.000 tonnes de ciment, pour une valeur estimée à 50 millions de dollars, avec la participation d'Air Algérie Cargo, ainsi que des filiales du Groupe algérien de transport maritime (GATMA), dont la CNAN. Ces volumes donnent une indication de l'enjeu auquel doit désormais répondre la logistique maritime : accompagner la transformation de contrats commerciaux en flux physiques de marchandises. Autrement dit, signer des contrats à l'étranger ne suffit plus. Encore faut-il disposer des moyens de transport permettant de livrer les produits dans les délais et à des coûts compatibles avec les exigences du

marché. La nouvelle ligne intervient ainsi à un moment où l'Algérie cherche à consolider ses exportations hors hydrocarbures et à accroître son intégration économique avec le continent africain.

Le développement des marchés africains représente dans cette stratégie un potentiel important pour les entreprises algériennes actives notamment dans les matériaux de construction, les produits agroalimentaires, les produits manufacturés et différents segments industriels.

Mais l'ouverture commerciale ne peut être dissociée de la question logistique. Une entreprise peut disposer d'un produit compétitif et d'un marché demandeur, mais perdre cet avantage si les coûts, les délais ou la disponibilité du transport deviennent un obstacle.

C'est précisément ce qui donne à la nouvelle desserte de la CNAN une portée qui dépasse son caractère opérationnel. La bataille des exportations se joue aussi en mer. Avec cette liaison, l'Algérie cherche donc à construire progressivement un réseau de connexions permettant à ses entreprises de se rapprocher des marchés africains. Nouakchott, Nouadhibou et Dakar pourraient ainsi constituer les premiers points d'ancrage d'un dispositif maritime appelé à accompagner l'expansion des échanges algéro-africains.

G. Salah Eddine

RÉPARTIS SUR LES DIFFÉRENTES RÉGIONS À PRIX RÉDUIT L'ONAB POURSUIT LE DÉSTOCKAGE DU POULET VIA SES 143 POINTS DE VENTE

L'Office national des aliments de bétail (ONAB) poursuit le déstockage de quantités importantes de poulet congelé, à travers ses 143 points de vente répartis sur les différentes régions du pays, afin de contribuer à la régulation des prix et à la disponibilité du produit à un prix abordable, fixé à 350 dinars le kg, a indiqué un responsable à l'Office. L'approvisionnement dans le cadre de cette opération, qui intervient à l'approche de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, est effectué progressivement et quotidiennement pour couvrir l'ensemble des points de vente du groupe à travers les wilayas du pays, notamment via les complexes de l'Est, du Centre et de l'Ouest relevant de l'ONAB, ainsi que la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), précise à

l'APS le directeur de l'administration générale de l'ONAB, Mohamed Saïd Lalleq. Il a ajouté que l'initiative est largement saluée par les citoyens, en raison de la disponibilité du produit dans le réseau de distribution, assurant que le poulet commercialisé par l'Office répond aux normes en vigueur. A ce titre, M. Lalleq a indiqué que les services vétérinaires du groupe public assurent un contrôle quotidien du produit, garantissant sa conformité aux exigences sanitaires. L'écoulement des stocks de poulet congelé a débuté le 10 août dernier à travers aussi les points de vente relevant des entreprises du groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog) au niveau national.



APS

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION AGRA 2026 (SLOVÉNIE)

L'ALGÉRIE INVITÉE D'HONNEUR

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a représenté l'Algérie au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation «AGRA 2026», organisé à Gornja Radgona, en Slovénie, où l'Algérie est l'invitée d'honneur, a indiqué hier un communiqué du ministère.

À cette occasion, M. Baddari a transmis les salutations du président de la République au peuple et au gouvernement slovènes, leur souhaitant plein succès aux travaux du Salon. Il a également souligné que la participation algérienne à cette manifestation vise à valoriser les capacités agricoles et agroalimentaires nationales, à promouvoir la diversité et la qualité des produits algériens sur les marchés européens et à favoriser la conclusion de partenariats économiques entre les deux pays. Le ministre a, dans ce cadre, rappelé la volonté commune des dirigeants



algérien et slovène de donner une traduction concrète aux accords bilatéraux à travers des projets d'investissement et de renforcer le transfert mutuel de technologies. Il a estimé que la Slovénie dispose d'un environnement commercial favorable aux produits algériens et peut constituer une passerelle vers les marchés d'Europe centrale, tandis que l'Algérie offre un potentiel d'investissement important et

représente une porte d'accès privilégiée au marché africain pour les entreprises slovènes. Soulignant que l'amitié et la coopération économique reposent sur la continuité des échanges, M. Baddari a inscrit la participation algérienne à AGRA 2026 dans le cadre d'un «agenda bilatéral dynamique et structuré», destiné à consolider les relations économiques entre les deux pays.

Le ministre a également présenté les principales réformes engagées par l'Algérie pour moderniser son modèle agricole, notamment la mise en valeur des terres dans les régions du Sud et des Hauts Plateaux et l'extension des superficies irriguées, considérées comme des axes majeurs de la stratégie nationale en matière agricole. Il a, par ailleurs, mis en avant le rôle de l'université et de la recherche scientifique dans l'accompagnement de cette transformation, notamment à travers le recours à l'intelligence artificielle, aux technologies numériques et à l'innovation pour développer une agriculture de précision, plus productive et durable. Cette approche s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer la sécurité alimentaire, que l'Algérie considère comme un impératif de sécurité nationale et un facteur essentiel de son indépendance stratégique. La participation à AGRA 2026 constitue ainsi une opportunité de promouvoir les produits agricoles et agroalimentaires algériens, tout en explorant de nouvelles perspectives de coopération technologique et d'investissement avec la Slovénie et, au-delà, les marchés d'Europe centrale.

R. N.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉLABORATION D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE NATIONALE D'ALERTE

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie œuvre, en coordination avec le Haut-Commissariat à la numérisation (HCN), à l'élaboration d'une plateforme numérique nationale d'alerte précoce et de surveillance des changements climatiques. Alimentée par des données actualisées issues de plusieurs secteurs, cette plateforme doit permettre d'améliorer la prévision des phénomènes climatiques et de renforcer les capacités d'anticipation du pays, a indiqué, jeudi dernier, à Alger, la ministre du secteur, Kaouter Krikou. La future plateforme intervient dans un contexte marqué par l'intensification des effets du changement climatique dans les pays du Bassin méditerranéen, parmi lesquels l'Algérie. Face à la multiplication des phénomènes extrêmes et à leurs conséquences sur les territoires et les ressources, la ministre a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différents secteurs et de conjuguer les efforts des acteurs nationaux et internationaux. S'exprimant lors d'une journée de formation consacrée aux défis des changements climatiques, Mme Krikou a souligné l'importance de mettre en place des outils permettant non seulement de réagir aux catastrophes une fois survenues, mais aussi d'identifier les risques suffisamment tôt pour pouvoir les prévenir ou en limiter les conséquences. Selon les explications fournies lors de la rencontre, la plateforme, actuellement en cours de développement par le HCN, constitue un projet national destiné à renforcer les capacités de l'Algérie en matière de surveillance et de prévision des risques climatiques et environnementaux. Son principal objectif est de faire évoluer le dispositif national d'une logique essentiellement fondée sur l'intervention après la survenue d'un phénomène vers une approche davantage orientée vers l'anticipation, la prévention et l'aide à la décision. Le système reposera sur la collecte et le traitement de données climatiques et environnementales provenant de plusieurs secteurs. Il devra permettre de disposer d'une vision plus précise de l'évolution des risques, de classer les alertes selon leur niveau de gravité et de transmettre les informations aux autorités concernées dans les délais nécessaires. Cette approche prend une importance particulière dans un pays confronté à plusieurs risques liés à l'évolution du climat, notamment les vagues de chaleur, les incendies de forêt, les épisodes de sécheresse, les inondations ou encore les tensions sur les ressources hydriques. La ministre a également rappelé les différentes mesures engagées ces

dernières années par l'Algérie dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques et de l'adaptation à leurs effets. Ces efforts s'inscrivent notamment dans le cadre du Plan national d'adaptation, qui repose sur un diagnostic de la situation climatique et sur l'identification des mesures nécessaires pour renforcer la capacité de résilience du pays. Cette stratégie vise également à accélérer la transition vers une économie verte et bas-carbone, tout en renforçant le financement de l'action climatique, le transfert de technologies et le développement des capacités nationales. Pour Mme Krikou, l'enjeu est désormais de renforcer la cohérence entre les différents dispositifs existants et d'améliorer la circulation de l'information entre les institutions concernées, alors que les événements climatiques exigent des réponses de plus en plus rapides et coordonnées.

LES EFFORTS DU PAYS SALUÉS

Présente lors du même événement, la coordonnatrice résidente des Nations unies en Algérie, Savina Claudia Ammassari, a salué les efforts engagés par l'Algérie en matière de protection de l'environnement, de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à leurs effets. Elle a notamment mis en avant les politiques nationales adoptées dans ce domaine, ainsi que la coopération engagée avec les organisations internationales, estimant que l'Algérie participe à plusieurs initiatives destinées à répondre aux défis climatiques. Mme Ammassari a également relevé les progrès réalisés dans le domaine du dessalement de l'eau de mer, présenté comme un levier important pour assurer une disponibilité plus régulière et durable de cette ressource essentielle. Elle a, par ailleurs, souligné le rôle croissant des start-up, qui développent des solutions innovantes susceptibles de répondre à certains des nouveaux défis liés aux phénomènes climatiques. De son côté, le président de l'Autorité de l'environnement du Sultanat d'Oman, Abdullah Bin Ali Al Amri, a présenté l'expérience de son pays en matière d'action climatique. Il a notamment évoqué les mesures prises pour renforcer l'action sur le terrain, en coordination avec les différents acteurs concernés, et mobiliser les financements nécessaires à la mise en œuvre des projets environnementaux. Selon lui, les efforts du Sultanat d'Oman reposent notamment sur la gouvernance du financement des projets, le renforcement de la

communication entre les acteurs nationaux et internationaux, ainsi que la mise en place de cadres innovants associant le secteur privé. L'expérience omanaise s'appuie également sur l'apport d'un soutien technique et sur le développement de la plateforme numérique "Manakh", qui permet d'accéder à des données actualisées et en temps réel sur les phénomènes climatiques.

LA COP31 EN LIGNE DE MIRE

La journée de formation a réuni plusieurs secteurs ministériels concernés, des experts du domaine environnemental, ainsi que des universitaires. La rencontre s'inscrit également dans le cadre des préparatifs de la participation algérienne à la Conférence des Parties (COP31), prévue en novembre prochain à Antalya, en Turquie. Les échanges ont notamment permis d'aborder les défis liés à l'adaptation climatique, à la prévention des risques et au renforcement des mécanismes nationaux de réponse. Le rôle des corps de sécurité dans la protection de l'environnement a également été mis en avant. Le Commandement de la Gendarmerie nationale et la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) contribuent notamment au contrôle et à la prévention des atteintes aux ressources naturelles, à la sensibilisation et à la lutte contre les différentes formes de criminalité environnementale. La coordination entre les services chargés de la sécurité et les structures environnementales est présentée comme un élément important du renforcement de la sécurité environnementale et de la capacité d'intervention face aux menaces. Au terme de la rencontre, plusieurs recommandations ont été formulées. Elles portent, entre autres, sur le renforcement des capacités nationales d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques, l'accélération de la transition vers une économie verte et la mise en place d'un système national d'alerte précoce et de prévention des risques climatiques. Les participants ont également appelé à renforcer le financement de l'action climatique, à accélérer le transfert des technologies et à consolider les capacités nationales. Avec le développement de cette future plateforme numérique, l'Algérie cherche ainsi à franchir une nouvelle étape dans sa politique climatique : ne plus attendre que le risque devienne catastrophe pour agir, mais exploiter la donnée et la technologie pour tenter de l'anticiper.

G. Salah Eddine

FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'ART RUPESTRE EN ALGÉRIE (19 - 24 octobre à Djanet)

UN RENDEZ-VOUS CULTUREL, SCIENTIFIQUE ET ARTISTIQUE...

La première édition du Festival international de l'art rupestre en Algérie, organisée dans la wilaya de Djanet, du 19 au 24 octobre prochain, constitue une manifestation culturelle, scientifique et artistique visant à mettre en lumière la richesse du patrimoine rupestre national et à renforcer les efforts visant sa protection, son étude et sa valorisation, notamment dans les régions du Sud, a indiqué un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Cette manifestation, organisée sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts, s'inscrit "dans le cadre des efforts du ministère en matière de recensement, de documentation, de protection et de valorisation des sites archéologiques", souligne le communiqué.

Le Festival revêt une "importance particulière étant donné que l'Algérie recèle des sites exceptionnels d'art rupestre, notamment le Tassili N'Ajjer, considéré comme l'un des plus importants sites d'art rupestre au monde, en raison de ses milliers de peintures et de gravures témoignant de différents aspects de la vie sociale, économique et spirituelle de populations humaines installées dans la région durant des millénaires", selon le communiqué. Le Festival mettra également en avant "la grande diversité des expressions artistiques rupestres réparties dans



plusieurs régions du pays, notamment au sein des parcs culturels, faisant de l'Algérie un espace d'une importance majeure pour l'étude de certaines étapes de l'histoire de l'humanité et de son évolution", ajoute le même communiqué. Cette manifestation "contribuera, en outre, à la préservation et à la valorisation durable des grands sites d'art rupestre en Algérie, tout en renforçant le développement des connaissances scientifiques qui leur sont liées, ainsi que l'amélioration des mécanismes de leur protection, de leur documentation et de leur gestion et la promotion de leur valeur universelle exceptionnelle".

Le Festival "aspire à devenir un rendez-vous scientifique et culturel annuel

regroupant les chercheurs, les experts, les institutions spécialisées et les acteurs dans le domaine de la protection et de l'exploitation du patrimoine, permettant de présenter les résultats des études et des recherches et d'échanger les expertises sur les méthodes de préservation, de documentation et de gestion", outre "l'examen des voies d'intégration des différentes parties concernées dans la préservation de ce patrimoine et son exploitation de manière durable, notamment dans le domaine du tourisme culturel et d'exploration", ajoute la même source. Le programme du Festival comprend une rencontre scientifique internationale sur l'étude et la préservation du patrimoine de l'art rupestre en Algérie,

des expositions thématiques mettant en valeur la diversité de l'art rupestre à travers les différentes régions du pays, particulièrement les sites des parcs culturels, un forum avec la participation des différentes parties concernées par la protection des sites et leur exploitation, des journées du film archéologique, ainsi qu'une résidence artistique au profit des étudiants des écoles des Beaux-Arts dans la ville de Djanet.

Il est attendu que le Festival contribue à "instaurer un cadre scientifique annuel pour présenter les résultats des études relatives à l'art rupestre, publier une revue scientifique spécialisée, organiser une exposition thématique annuelle et créer un espace permanent de concertation entre les différents acteurs de la protection des parcs culturels, en sus d'œuvrer

à la généralisation des principes de l'exploitation touristique durable des grands sites d'art rupestre en Algérie", selon le même communiqué.

L'organisation du Festival international de l'art rupestre en Algérie, à Djanet, porte du Tassili N'Ajjer, confirme "l'engagement du secteur de la culture et des arts à poursuivre la protection du patrimoine archéologique national, à mettre en avant la place de l'Algérie dans l'étude du patrimoine préhistorique et à transformer ce patrimoine exceptionnel en un espace de connaissance, d'échange, de création et de développement culturel et touristique durable", conclut le communiqué.

R. C.

KHEMIS MILIANA ACCUEILLE LES PREMIÈRES JOURNÉES NATIONALES DU MONODRAME

La première édition des Journées nationales du monodrame se tiendra du 22 au 24 août, au Théâtre régional Tayeb-Cherif-Mohamed de Khemis Miliana, dans la wilaya d'Ain Defla, avec une programmation consacrée à une forme théâtrale où l'acteur, seul en scène, porte à lui seul l'ensemble de la construction dramatique. Organisée par l'association Al-Aali pour la Culture et l'Art, en collaboration avec le Théâtre régional de Khemis Miliana, sous le slogan «Le monodrame, une seule voix portant mille histoires», cette manifestation rend hommage à l'artiste défunt Hamdane Boumaad. Elle ambitionne de réunir comédiens, metteurs en scène et jeunes praticiens venus de différentes régions du pays, afin de favoriser les échanges et de donner davantage de visibilité au monodrame dans le paysage théâtral national. Au-delà de la compétition, les organisateurs ont prévu un programme de formation destiné à différents publics, faisant de la transmission des savoir-faire l'un des axes majeurs de ces journées. La manifestation entend ainsi offrir aux jeunes praticiens un espace d'apprentissage et d'échange autour des exigences particulières d'un genre qui repose notamment sur la présence scénique, la maîtrise du texte et la capacité de l'interprète à construire, seul, l'univers dramatique. La compétition réunira sept spectacles

représentant plusieurs régions du pays. Il s'agit de *Harq naqes*, de la maison de la culture Rachid-Mimouni de Boumerdès, *Nouri*, de l'association culturelle Ahghen de Tamanrasset, *Kol àam oua ana... ?*, de l'association culturelle Mahfoud Touahri de Miliana, *SDF*, de l'association Bouderga pour le théâtre d'El Bayadh, *El Oqda*, de l'association Théâtre des jeunes de Sidi Lahcene (Sidi Bel-Abbès), *El-Sadjine 33*, de l'association Odessa de Laghouat, et *Wajd*, de l'association culturelle Founoune de Relizane.

Cette sélection permettra de confronter différentes approches artistiques et écritures scéniques du monodrame, tout en mettant en lumière les contraintes et les possibilités offertes par cette forme théâtrale. Le jury sera présidé par le metteur en scène Youcef Taouint, avec la comédienne Moufida Addes et le comédien Réda Takherist.

Le volet pédagogique occupera également une place importante avec plusieurs ateliers et formations. Un atelier destiné aux enfants sera animé par l'artiste Amine Mazis, tandis que le scénographe et metteur en scène Abdelghani Chentouf dirigera une formation consacrée à «L'accessoire dans la mise en évidence de l'état psychologique de l'acteur».

De son côté, l'artiste Abdelouahab Saidi encadrera une formation sur «L'art de la

direction d'acteur, du mot écrit au texte scénique».

Le programme prévoit également une formation sur la préparation de l'acteur, encadrée par Slimane Nedjari, ainsi qu'un atelier d'écriture dramatique animé par le comédien et dramaturge Fethi Kafi. Une masterclass intitulée «Construction du personnage monodramatique et la manière de l'enrichir psychologiquement et physiquement» sera, par ailleurs, animée par l'artiste Ahmed-Hichem Kandi.

À travers cette programmation qui associe spectacles, compétition, ateliers et échanges professionnels, les Journées nationales du monodrame entendent dépasser le seul cadre de la représentation pour s'inscrire dans une démarche de transmission et d'accompagnement des nouvelles générations. Dans un genre où l'acteur constitue le principal vecteur de l'action dramatique, la maîtrise des techniques d'interprétation, de l'écriture et de la construction du personnage demeure essentielle. Cette première édition devrait ainsi contribuer à encourager les vocations, à stimuler de nouvelles expériences scéniques et à ouvrir un espace de réflexion sur l'évolution du monodrame et sa place dans les pratiques théâtrales contemporaines en Algérie.

www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CHÂN 2023
**QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE

**LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DEMAIN À L'ANP
**LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

« C'EST LA RENTRÉE ! »

**« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

Dellys

LE NOM DELLYS EST UNE SIMPLIFICATION DU NOM BERBÈRE MÉDÉVAL TEDELLES.

● C'est une de ces villes dont on ne se lasse jamais. Située à l'extrémité est de la wilaya de Boumerdès, la commune côtière de Dellys est une cité millénaire au charme authentique, façonnée par sa riche histoire maritime et son cadre naturel d'exception. Fondée dans l'Antiquité sous le nom phénicien de Rusuccuru, elle a traversé les époques romaine, hamadite et ottomane, laissant un patrimoine culturel remarquable dont le joyau est la célèbre Casbah de Dellys avec ses ruelles escarpées et ses maisons traditionnelles.

Dominée par le phare de cap Bengut et bordée par un port de pêche très animé, Dellys séduit autant par ses étals de poissons frais et ses traditions culinaires que par ses côtes rocheuses et ses plages paisibles entourées de forêts de pin.

Le nom Dellys est une simplification du nom berbère médiéval Tedelles. Ce nom peut être rapproché de Adles, sorte de plante vivante près des cours d'eau, appelée le diss en français, lui-même déduit de l'appellation grecque Addyma. Le toponyme de la ville se présente sous plusieurs variantes dans les sources arabes : Tadallas, Tadias, Tadii. Dans le cadre des dictionnaires arabes du Moyen-Âge, le terme dalas est enregistré comme signifiant « venant de l'obscurité ». Par ailleurs, le terme al-dallas est répertorié comme ayant la signification d'« obscurité ». Une autre forme dérivée, tadalus, est rapportée comme signifiant « la discrétion ou le mystère ».



Les trois incontournables

1 TRADITION & CULTURE

L'artisanat de la vannerie et de la poterie :

Héritage transmis de génération en génération, la fabrication d'objets en roseau, en alfa et la poterie artisanale représentent l'identité culturelle et les métiers d'art traditionnels du territoire de Dellys.



2 PATRIMOINE HISTORIQUE

Le site archéologique de Rusuccuru :

Disséminés à travers la ville et la baie, les vestiges antiques de l'ancienne Rusuccuru (anciennes citernes, mosaïques et fondations romaines) racontent l'origine séculaire de cette cité comptoir maritime.



3 SAVEURS LOCALES

La bouillabaisse à la dellysienne et les m'hadjeb au poisson :

Spécialités uniques de la côte, cette soupe de poisson concentrée aux herbes locales et ces galettes feuilletées farcies aux crustacés de la baie offrent une réinterprétation gourmande des recettes méditerranéennes.



Découverte de la semaine

La Casbah de Dellys

La Casbah de Dellys, véritable bijou architectural et historique de la wilaya de Boumerdès, est une médina séculaire qui témoigne du passé florissant de la cité méditerranéenne. Percée sur un promontoire rocheux surplombant la Méditerranée, la Casbah de Dellys est une médina séculaire captivante où se croisent les héritages phéniciens, romain et ottoman. Ce labyrinthe de ruelles escarpées et pavées s'articule autour d'habitations traditionnelles aux murs blanchis à la chaux, ornées de portes en bois sculpté et surmontées de toits de tuiles rouges. En flânant à travers ses passages ombragés, on découvre des vestiges de remparts historiques et d'anciens arceaux qui débouchent soudainement sur une vue spectaculaire embrassant le port de pêche et les eaux étincelantes du littoral.



Mon carnet d'adresses

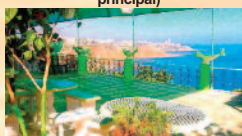
OÙ DORMIR ?

- Hôtel Le Phare (route du cap)
- Hôtel Rusuccuru (centre-ville)
- Complexe touristique Les Salines (bord de mer)
- Résidences & Auberges de vacances locales (locations saisonnières)



OÙ MANGER ?

- Restaurant Le Pêcheur (port de Dellys)
- Restaurant Tala Ouldoune (avenue du front de mer)
- Fast-Food & Poissons grillés chez L'Ami (centre-ville)
- Cafétéria des pêcheurs (quai principal)



À VISITER

- Casbah de Dellys
- Phare de cap Bengut
- Plage Les Salines, Afir
- Ghar Lehman



COMMENT Y ALLER ?

En voiture : Suivez la RN 24 le long de la côte depuis Alger (~105 km, 2h de route).
En bus : Liaisons directes en car ou taxis collectifs depuis la gare du Caroubier (Alger) ou la gare routière de Boumerdès.
En train : Ligne SNTF d'Alger vers la gare de Boumerdès ou de Bordj Menaïel, puis correspondance rapide en bus local ou taxi.

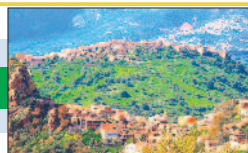
BON À SAVOIR :

Le printemps et l'été sont les meilleures saisons pour visiter la Casbah. Pensez donc à porter des chaussures confortables pour explorer ses ruelles étroites. Respectez la tranquillité des habitants, sachez que l'accès au phare peut être réglementé et profitez-en pour acheter du poisson frais au port en fin d'après-midi.



Prochain rendez-vous

CAP SUR TIZI-OUZOU



Voyager,
c'est découvrir
l'âme
de l'Algérie...





www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public

BÉBÉ DORT DANS UNE CHAMBRE TROP CHAUDE

VOICI COMMENT
LE PROTÉGER

Quand la chaleur tape fort, une nuit peut sembler interminable. Plusieurs bébés dorment dans des chambres surchauffées, exposés à des risques souvent ignorés.

Une récente enquête souligne que 1 bébé sur 6 vit dans un logement où la température dépasse les limites conseillées. Ce constat, mis en lumière par une étude britannique, invite à la vigilance. L'article présente les repères rassurants et les gestes simples pour garantir à votre nourrisson un sommeil sûr même pendant une canicule nocturne.

● UN CONTEXTE MÉDICAL FACE À LA CHALEUR, COMPRENDRE L'ENJEU

Jusqu'ici, la consigne recommandait de maintenir la chambre de bébé entre 16 °C et 20 °C pour un sommeil serein. Mais lors des vagues de chaleur, atteindre cette température se complique. Chez les tout-petits, l'hypothalamus, centre qui régule la température, n'est pas pleinement mature : les bébés transpirent moins, ressentent moins la soif, et leur température monte plus vite que chez l'adulte. Cette vulnérabilité explique la prudence des recommandations, car une chambre trop chaude peut favoriser le syndrome de mort subite du nourrisson (SIDS). Surveiller la chaleur, notamment la nuit, devient alors une priorité concrète pour les parents.

● L'ÉTUDE BRITANNIQUE : POPULATION, RÉSULTATS CLÉS ET CITATION EXPERTE

L'analyse britannique révèle qu'un bébé sur six en Angleterre vit dans un logement trop chaud. Les autorités de santé recommandent de maintenir la chambre entre 16 °C et 20 °C, une cible difficile à atteindre dans certains logements pendant la canicule. Selon la

physiologiste Dr Jessica Mee : « Pour les enfants lors des vagues de chaleur, il faut s'assurer qu'ils restent bien hydratés, encourager le repos dans un endroit frais et ombragé, privilégier des vêtements légers et amples, et surveiller les signes de détresse thermique comme la fatigue, les vertiges ou les nausées. »

● CE QUE CELA CHANGE CONCRÈTEMENT DANS LA VIE QUOTIDIENNE

De nombreux parents témoignent que la température nocturne dans la chambre de bébé reste bien supérieure aux recommandations, malgré tous leurs efforts. Cette situation peut altérer la qualité du sommeil du tout-petit et compliquer sa bonne hydratation. Face à la canicule, des gestes adaptés sont donc essentiels : augmenter les tétées ou biberons, éviter la poussette lors des siestes, privilégier la circulation de l'air sans courant direct, et choisir des vêtements amples, même la nuit. Ces pratiques apportent un soutien de terrain quand le logement ne peut pas offrir la fraîcheur idéale.

● QUELS SONT LES SIGNES ET RISQUES LIÉS À LA CHALEUR CHEZ LE NOURRISSON ?

Le risque de surchauffe touche surtout les moins de cinq ans : leur corps absorbe la chaleur plus rapidement que celui d'un adulte. Les signes d'alerte sont variés : irritabilité, fatigue, vertiges, peau moite, forte soif. Un coup de chaleur se manifeste par une peau chaude et sèche, une confusion, ou une température centrale dépassant 40 °C, une situation qui exige une prise en charge médicale rapide. Par ailleurs, une chambre trop chaude la nuit augmente le risque de SIDS. Comprendre ces symptômes aide à réagir sans anxiété, mais avec efficacité.

● CONCLUSION

La chaleur nocturne ne doit pas compromettre la sécurité et le sommeil des plus petits. Surveiller la température ambiante, hydrater le

nourrisson et repérer les signes de surchauffe sont des réflexes essentiels. Il s'agit aussi d'accompagner les parents et d'adapter l'environnement, lorsque cela est possible, pour garantir un sommeil plus serein malgré les fortes chaleurs nocturnes.

● POURQUOI UNE CHAMBRE TROP CHAUDE AUGMENTE-T-ELLE LE RISQUE POUR LE NOURRISSON ?

Une chambre trop chaude est dangereuse car le système de régulation thermique des nourrissons n'est pas pleinement mature : ils transpirent moins, ressentent moins la soif et voient leur température centrale monter plus vite. L'article rappelle que cette vulnérabilité peut favoriser le syndrome de mort subite du nourrisson (SIDS) et qu'il faut donc surveiller la chaleur, notamment la nuit, pour réduire ces risques.

● COMMENT ADAPTER LES SOINS NOCTURNES DU BÉBÉ PENDANT UNE CANICULE ?

Pendant une canicule, l'article

conseille d'ajuster les gestes quotidiens : augmenter les tétées ou biberons pour maintenir l'hydratation, éviter la poussette pour les siestes, privilégier des vêtements légers et amples, et assurer une circulation d'air sans courant direct. Ces mesures aident à compenser l'impossibilité parfois d'atteindre la plage recommandée de 16–20 °C dans la chambre.

● QUELS SIGNES DOIVENT ALERTE LES PARENTS EN CAS DE SURCHAUFFE CHEZ LE NOURRISSON ?

Les signes d'alerte cités dans l'article incluent irritabilité, fatigue, vertiges, peau moite et forte soif ; un coup de chaleur se manifeste par une peau chaude et sèche, confusion ou une température centrale >40 °C. L'article insiste sur l'importance de repérer ces symptômes pour réagir rapidement et, en cas de coup de chaleur, obtenir une prise en charge médicale urgente.

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU

021.67.16.16/
67.00.88CHU MUSTAPHA
021.23.55.55CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63CHU BENI
MESSOUS
021.93.11.90CHU BAINEM
021.81.61.13CHU KOUBA
021.58.90.14AMBULANCES
021.60.66.66DÉPANNAGE
GAZ
021.68.44.00DÉPANNAGE
ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00SERVICE
DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37PROTECTION
CIVILE
021.61.00.17SÛRETÉ
DE WILAYA
021.63.80.62GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT
HOuari-BOUMEDIENE
021.54.15.15AIR ALGÉRIE
(RÉSERVATION)
021.28.11.12Air France
021.73.27.20/
73.16.10ENMTV
021.42.33.11/12SNFT
021.76.83.65/
73.83.67SNTR
021.54.60.00/
54.05.04Hôtel Sheraton
021.37.77.77Hôtel Mercure
021.24.59.70/85Hôtel El-Djazaïr
021.23.09.33/37Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52Hôtel Hilton
021.21.96.96Hôtel Sofitel
021.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: UN SEUL JOURNAL

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Cœur, Alger

020 10 23 68

CAN FÉMININE 2026

MARINE DAFEUR ET INÈS BELLOUMOU
DANS LE ONZE TYPE DU TOURNOI

La sélection nationale féminine, qui a fini la CAN 2026 sur le podium avec une médaille de bronze et une qualification historique au prochain Mondial brésilien 2027, vient d'être auréolée d'une autre distinction. Dans le Onze type du tournoi (ndlr, la CAN 2026) dévoilé, jeudi dernier, par la CAF, on retrouve deux joueuses algériennes retenues.

Il s'agit de la capitaine Marine Dafeur et d'Inès Belloumou. Voilà une autre consécration individuelle supplémentaire à chacune d'elle et qui, plus largement, conforte le beau parcours de la sélection durant cette CAN 2026 qui restera sans doute une référence pour l'équipe nationale féminine.



LES VERTES FIXÉES SUR LE CALENDRIER DE LEUR PREMIER MONDIAL

Par ailleurs, le sélectionneur Farid Benstiti et les Vertes devraient y voir, désormais, un peu plus clair,

en prévision de leur première participation à la prochaine Coupe du monde, après la publication du calendrier par la FIFA, jeudi dernier. Le programme a été dévoilé au siège de la FIFA, à Zurich, en Suisse, à l'issue du tirage au sort de la phase préliminaire du tournoi de barrage. Ainsi, la phase finale du tournoi débutera jeudi 24 juin 2027 avec la rencontre d'ouverture du pays hôte, le Brésil, qui affrontera son adversaire au stade Maracanã de Rio de Janeiro. La phase de groupes se poursuivra jusqu'à jeudi 8 juillet 2027 et se déroulera dans huit stades répartis à travers huit villes. Les huitièmes de finale sont fixés du 10 au 13 juillet, les quarts aux 16 et 17 juillet et les demi-finales aux 20 et 21 juillet. Interviendra par la suite le match de classement, samedi 24 juillet, à l'Arena Itaquera de São Paulo, et enfin la grande finale, dimanche 25 juillet 2027, au stade Maracanã de Rio de Janeiro.

Djaffar C.

MONDIAL U17 2026 (PRÉPARATION)

Ghimouz réunit ses troupes à Sidi Moussa

La sélection nationale des U17 a entamé, jeudi dernier, un nouveau stage de préparation au CTN de Sidi Moussa, en prévision de la prochaine Coupe du monde 2026. Pour ce regroupement qui se poursuivra jusqu'au 28 août prochain, le sélectionneur national Amine Ghimouz a fait appel à 25 joueurs du championnat national. Au menu du stage, indique la FAF, séances de travail et matchs d'application. Ceci permettra au staff technique d'évaluer les dispositions des joueurs et de renforcer le niveau de préparation du groupe en perspective des prochaines échéances.

D. C.

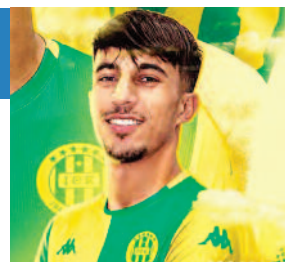
LIGUE 1 MERCATO
Boulaya signe à l'USMA

L'USM Alger a frappé un grand coup en recrutant le milieu de terrain franco-algérien Farid Boulaya. «L'USM Alger a le plaisir d'annoncer l'arrivée du meneur de jeu Farid Boulaya au sein de l'équipe, pour un contrat de deux saisons», avait confirmé le club algérois, jeudi dernier, à travers une

communication sur ses réseaux. «Bienvenue Farid, nous te souhaitons beaucoup de réussite et de succès avec le club de la capitale», ajoutait le communiqué sans d'autres détails.

SADAHINE DE L'ASO CHLEF REJOINT LA JSK

De son côté, la JS Kabylie a annoncé l'arrivée officielle de l'arrière droit Ayoub Sedahine, en provenance de l'ASO Chlef. La JSK n'a pas précisé la durée du contrat paraphé par Sedahine, mais elle se réjouit de ce renfort qui «apportera ses qualités au service



des ambitions du club». Concernant le cas du gardien Gaya Merbah, qui était jusqu'à mercredi dernier proche d'un départ, il semblerait que les deux parties (le joueur et la direction de la JSK, ndlr), sont finalement parvenues à un deal pour permettre au joueur de poursuivre la saison du côté de Tizi-Ouzou. Mais rien ne dit que les choses en resteront là non plus puisque l'entraîneur Karim Belhocine camperait sur sa position de tenir le portier toujours hors de ses plans pour la saison à venir.

D. C.

ATHLÉTISME / LIGUE DE DIAMANT ÉTAPE DE LAUSANNE
DJAMEL SEDJATI 2^e AU 800 M

L'athlète algérien Djamel Sedjati, engagé, vendredi dernier, dans la course du 800 du meeting de Lausanne, en Suisse, dans le cadre de la 12^e étape de la Ligue de diamant 2026 d'athlétisme, a fini à la seconde place, derrière le Kenyan Emmanuel Wanyonyi. Sedjati a réalisé à l'occasion son meilleur chrono de la saison avec 1:42.31. Mais visiblement pas assez rapide pour détrôner le champion olympique et champion du monde du double tour qui s'est emparé de la première place avec un chrono de 1:42.19. L'Américain

Brandon Miller a complété le podium avec un chrono de 1:42.55, tandis que le Canadien Marco Arop a dû se contenter de la quatrième place avec un chrono de 1:43.18.

YASSER MOHAMED TRIKI AUSSI 2^e AU TRIPLE SAUT

Dans une tout autre discipline, à savoir le concours du triple saut, l'autre Algérien au programme des compétitions de la même journée, Yasser Mohamed Triki, a également décroché la deuxième place au classement des performances de sa discipline, derrière le Portugais Pedro Pichardo qui a réalisé un saut de 17,44 m. Yasser Mohamed Triki a lui réalisé un saut mesuré à 17,43 m. C'est l'Italien Andy Hernandez Diaz qui a pris la troisième place avec un saut à 17,20 m.

D. C.



JEUX MÉDITERRANÉENS TARENTE-2026

248 ATHLÈTES ALGÉRIENS À L'ASSAUT DES PODIUMS

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a rejoint, vendredi dernier, la ville de Tarente, dans le sud de l'Italie, pour assister à la cérémonie d'ouverture de la 20e édition des Jeux méditerranéens, prévue du 21 août au 3 septembre prochain.

Représentant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il était accompagné du ministre des Sports, Walid Sadi. Cette présence témoigne de l'importance accordée par l'Algérie à ce rendez-vous sportif régional et à ses relations avec les pays du Bassin méditerranéen.

À Tarente, l'Algérie est représentée par une délégation de 248 athlètes engagés dans 27 disciplines, avec l'ambition de prolonger la dynamique enclenchée à Oran, en 2022. Cette participation revêt une dimension particulière puisqu'il s'agit de la 16e présence algérienne aux Jeux méditerranéens. La première remontait à l'édition de Tunis, en 1967, alors cinquième rendez-vous de l'histoire de la compétition. Pour ses débuts, l'Algérie avait décroché trois médailles de bronze, les premières de son histoire aux JM. Kadour Aliane avait obtenu la première en boxe, tandis que Rabea Ghezlane avait remporté deux médailles en athlétisme, au lancer du poids



et au javelot. Depuis, le sport algérien s'est progressivement installé parmi les nations habituées aux podiums méditerranéens. En quinze participations, les représentants nationaux ont récolté 293 médailles, dont 86 en or. L'athlétisme domine ce bilan avec 33 titres, devant la boxe avec 22 médailles d'or, puis le judo et la natation avec sept titres chacun.

Le karaté, l'haltérophilie, la gymnastique, l'escrime, le badminton, la lutte gréco-romaine, le handball et le football complètent ce palmarès.

ALGER 1975, LES PREMIERS SACRES

1975 a marqué l'histoire de la participation de l'Algérie dans ces Jeux. La capitale algérienne organisait la compétition et c'était la première fois que des sportifs algériens remportaient des médailles d'or

dans cette compétition.

L'Algérie avait alors décroché 20 médailles, dont quatre en or. Hocine Nini et Mohamed Missouri en boxe, Boualem Rahoui en athlétisme, ainsi que la sélection nationale de football, victorieuse de la France en finale sur le score de 3-2 après prolongations, avaient offert au pays ses premiers sacres méditerranéens. Les résultats ont ensuite connu des fortunes diverses selon les éditions. Avant Oran, la meilleure récolte avait été enregistrée à Tunis, en 2001, avec 32 médailles, dont dix en or, dix en argent et douze en bronze. L'Algérie avait terminé alors à la huitième place sur 23 nations.

ORAN 2022, LA RÉFÉRENCE

Mais le véritable tournant reste l'édition d'Oran, en 2022. Devant leur public, 329 sportifs algériens engagés dans 23

disciplines avaient réalisé la meilleure performance de l'histoire de la participation nationale aux Jeux méditerranéens, avec 53 médailles :

20 en or, 17 en argent et 16 en bronze. L'Algérie avait ainsi terminé à la quatrième place du classement général sur 26 pays participants, derrière l'Italie, la Turquie et la France, mais devant l'Espagne.

Quatre ans plus tard, Tarente représente donc un nouveau test pour le sport algérien. Avec une délégation plus réduite mais engagée dans davantage de disciplines, les représentants nationaux chercheront à confirmer les progrès enregistrés à Oran et à maintenir l'Algérie parmi les nations les plus performantes de la compétition.

Au-delà des médailles, les Jeux méditerranéens restent également un rendez-vous placé sous le signe de l'échange et de la proximité entre les peuples du Bassin méditerranéen. Pour l'Algérie, Tarente sera surtout l'occasion de mesurer si l'exploit d'Oran était un sommet isolé ou le début d'une présence durable au premier plan de la scène sportive régionale.

G. Salah Eddine

HANDBALL (DAMES - 1RE J) : VICTOIRE DE L'ALGERIE DEVANT LE KOSOVO (35-20)

La sélection algérienne de handball s'est imposée, hier à Tarente (Italie), devant son homologue féminine du Kosovo sur le score de 35 à 20 (mi-temps : 13-15), en match comptant pour la première journée du tournoi de handball féminin des Jeux méditerranéens 2026.

Le deuxième match de cette première journée oppose l'Italie à la Tunisie ce samedi (20h00), alors que la troisième rencontre mettant aux prises la Macédoine du Nord à la Grèce, est prévue dimanche.

Les handballeuses algériennes joueront leur deuxième match face à l'Italie (demain 24 août, 19h00), avant d'enchaîner face à la Macédoine du Nord (mercredi 26 août, 14h00), la Grèce (vendredi 28 août, 16h30) et la Tunisie (dimanche 30 août, 14h00).

CYCLISME : NESRINE HOULI ET HAMZA YACINE 13^e ET 16^e AU CONTRE-LA-MONTRE

Les cyclistes algériens Nesrine Houli et Hamza Yacine ont réalisé des performances honorables lors des épreuves du contre-la-montre individuel des Jeux méditerranéens de Tarente-2026, disputées hier en Italie.

Dans la compétition féminine, l'Algérienne Nesrine Houli a terminé à la 13e place, en bouclant le parcours en 25 min 54 sec, 53 centièmes.

Chez les hommes, Hamza Yacine s'est classé à la 16e position, avec un temps de 23 minutes 06 secondes, 24 centièmes, face à une concurrence relevée réunissant les meilleurs spécialistes méditerranéens de la discipline. Le Portugais Tiago Gomes Antunes et la Française Amandine Muller ont remporté, les épreuves du contre-la-montre individuelle en cyclisme sur route, dans le cadre des Jeux

méditerranéens Tarente-2026.

Chez les hommes, Antunes s'est adjugé la médaille d'or, devant le Chypriote Bogdan Zabelinskiy, médaillé d'argent, tandis qu'un autre Portugais, Rafael Ferreira Reis, a décroché le bronze.

Dans l'épreuve féminine, Amandine Muller a remporté le titre méditerranéen, devançant l'Espagnole Sandra Alonso Dominguez, médaillée d'argent. La Slovène Nika Bobnar a complété le podium avec la médaille de bronze.

Ces deux épreuves ont ouvert le programme du cyclisme sur route des Jeux méditerranéens de Tarente-2026.

Les épreuves de cyclisme se poursuivront lundi avec d'autres courses sur route, où les représentants algériens tentent d'améliorer leurs résultats. **APS**

Imane Khelif explique les raisons de son absence



La 20e édition des Jeux méditerranéens a été lancée, vendredi dernier, à Tarente, en Italie, et se poursuivra jusqu'au 3 septembre prochain. L'Algérie participe avec 248 athlètes engagés dans 27 disciplines. Mais un grand nom ne sera pas de la partie finalement. Il s'agit de la boxeuse à renommée mondiale, Imane Khelif. Elle s'est expliquée, jeudi dernier, sur les raisons de sa défection. La championne olympique 2024 des Welters, à Paris, Imane Khelif, ne prendra finalement pas part aux Jeux

méditerranéens de Tarente, en Italie, comme le projetait le Comité olympique et sportif algérien (COA). En effet, alors que le président du COA, Abderrahmane Hammad, laissait entendre, lors de sa rencontre avec les médias, la semaine dernière, que la championne algérienne était bien inscrite pour concourir lors de ces joutes, la concernée l'a clairement contredit. «Tout d'abord, j'ai été surprise de voir mon nom figurer au sein de la délégation sportive, d'autant plus que je n'ai reçu aucune notification ni aucun contact officiel de la part du Comité olympique et sportif algérien ou de la Fédération algérienne de boxe concernant ma participation à cette compétition.

Par ailleurs, aucune démarche n'a été entreprise auprès de moi pour élaborer un programme de préparation spécifique à cet événement», a déclaré tout de go Imane Khelif dans un communiqué publié sur ses réseaux, jeudi dernier, alors que le premier contingent de la délégation algérienne avait déjà pied à terre à Tarente, depuis la veille. Enfonçant un peu plus le clou, la championne olympique avise pourtant qu'elle avait «précédemment sollicité un soutien ou une subvention pour préparer cette compétition, sans toutefois recevoir d'aide ni de réponse à ce sujet. En conséquence, j'ai poursuivi mon programme d'entraînement en tenant compte de mes autres engagements sportifs liés à ma carrière professionnelle». Et de souligner que «c'est par le biais d'une annonce relayée sur les réseaux sociaux que j'ai appris l'inclusion de mon nom dans la liste des participants et non par une notification officielle préalable». Imane Khelif poursuit en précisant que «la présence de

mon nom sur cette liste ne signifie pas que j'ai confirmé ma participation ; à ce jour (ndlr, jeudi dernier), je n'ai reçu aucune notification officielle concernant ma participation ou le programme de préparation à cette compétition». Voilà donc pour la mise au point concernant sa défection aux Jeux méditerranéens de Tarente. Mais sinon, «représenter l'Algérie a toujours été, et demeure, une source de fierté pour moi. Porter les couleurs nationales, les défendre et hisser haut l'emblème du pays constituent un immense honneur, ainsi qu'une responsabilité qui me tiennent à cœur, faire honneur à mon pays restera toujours l'une des motivations majeures de ma carrière sportive», affirme la championne olympique. Toutefois, Imane Khelif «souhaite qu'à l'avenir, la coordination de ma participation s'appuie sur une communication officielle et directe, un programme de préparation clair et des conditions propices à la compétition, garantissant ainsi la meilleure représentation possible de l'Algérie». Par ailleurs, elle précise que «cette mise au point ne vise personne en particulier ; elle a pour seul but de remettre les choses dans leur juste contexte». Enfin, en conclusion, la championne n'a pas manqué de souhaiter bonne chance à nos athlètes et de réaffirmer son «entière disposition à représenter l'Algérie avec fierté et je reste ouverte à une coordination officielle avec les instances compétentes dans l'intérêt du sport algérien, en général, et de la réussite de la participation algérienne aux Jeux de Tarente 2026, en particulier». «L'Algérie avant tout» étaient les derniers mots de son communiqué.

Djaffar Chilab

DÉCÈS DU CHEIKH DE LA ZAOÛIA DE TÉMACINE MOHAMED LAID TIDJANI

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances à la famille du cheikh de la zaouïa de Témacine, Dr Sidi Mohamed Laid Tidjani, décédé jeudi dernier à l'âge de 72 ans.

"C'est le cœur résigné à la volonté d'Allah que nous avons appris, avec une immense tristesse et une profonde affliction, le décès, survenu ce matin, du vénérable savant et cheikh éducateur, Dr Sidi Mohamed Laid Tidjani, cheikh de la zaouïa de Témacine, figure éminente et symbole religieux et scientifique de l'Algérie", lit-on dans le message de condoléances.

"En cette douloureuse épreuve, nous présentons nos sincères condoléances à la famille du défunt, aux cheikhs, aux membres et aux disciples de la zaouïa de Témacine, ainsi qu'à la communauté scientifique en Algérie, tout en nous remémorant le parcours d'un homme qu'Allah a gratifié d'un savoir religieux authentique et d'une solide formation académique, un érudit et un éducateur, qui était au service de la science et de ses semblables et qui œuvrait pour la réconciliation", a écrit le président de la République dans son message.

"Le défunt a grandi au sein d'une famille de savoir et de vertu, où il a reçu ses premiers enseignements auprès de son père, le vénérable savant Sidi Mohamed Bachir. Il a également reçu une formation religieuse à la zaouïa Tidjana de Témacine, parallèlement à ses études classiques, couronnées par l'obtention d'un doctorat en physique du solide à l'Université de Paris", a ajouté le président de la République.

"Tout au long de son parcours, il a su allier savoir, enseignement, recherche universitaire et activités administratives et pédagogiques et a assumé plusieurs responsabilités et fonctions à l'Université de Constantine,



donnant ainsi l'exemple du savant pour qui il n'existait aucune contradiction entre authenticité et modernité, ni entre sciences religieuses et sciences de l'univers, mais qui considérerait, au contraire, que tout savoir est une voie au service de l'être humain et de la vie", a poursuivi le président de la République.

Et de rappeler qu'"en l'an 1420 de l'Hégire, le défunt a succédé à son père à la tête de la zaouïa de Témacine, assumant ainsi une lourde et éminente responsabilité. Il a préservé l'héritage de la zaouïa en matière de savoir, d'éducation et de spiritualité et fut le neuvième Khalife après le Grand Khalife Sidi Ali Tamacini, que Dieu lui fasse miséricorde".

Le président de la République a également souligné que le défunt avait, tout au long de son parcours, "œuvré à la réforme et à l'unification des rangs, s'employant à

rassembler, prodiguant ses conseils et veillant à apaiser les esprits et à rapprocher les cœurs", considérant que "la disparition de tels hommes ne constitue pas seulement une perte pour une famille ou une zaouïa, mais pour tout un pan de la mémoire scientifique, nationale et spirituelle de l'Algérie".

Et d'ajouter : "Ce qui nous reconforte, c'est de savoir que les connaissances qu'ils ont transmises, l'enseignement qu'ils ont dispensé, les valeurs qu'ils ont incarnées et les nobles actions qu'ils ont accomplies continueront de témoigner en leur faveur après leur disparition, conformément à la parole du Très-Haut (Quant à ce qui profite aux gens, il demeure sur la terre)".

"En cette douloureuse circonstance, nous présentons nos sincères condoléances à la famille du défunt, aux cheikhs, aux membres et aux disciples de la zaouïa de Témacine, à la communauté scientifique en Algérie, ainsi qu'à tous ceux qui ont bénéficié de son savoir et de ses conseils, implorant Allah Tout-Puissant de les assister dans leur épreuve et de leur prêter patience et reconfort", a encore écrit le président de la République dans son message.

"Nous prions Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt de l'Algérie Sa Sainte Miséricorde, d'élever son rang parmi les bien-guidés, de faire de ce qu'il a accompli en matière de savoir, d'enseignement, de réforme et d'unification des rangs une œuvre inscrite à son actif et de lui accorder la meilleure des récompenses pour son apport au service du savoir et de ses dépositaires, de sa zaouïa et de ses disciples, ainsi que de sa patrie.

A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons", a conclu le président de la République son message de condoléances.

NASRI ET BOUFEDECHE PRÉSENTENT LEURS CONDOLÉANCES

Le président du Conseil de la Nation, Azouz Nasri, et la présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khalida Boufedech, ont présenté leurs sincères condoléances à la famille du cheikh de la zaouïa Tidjana de Témacine et khalife de la Tariqa Tidjana, Sidi Mohamed Laid Tidjani.

Dans son message de condoléances, M. Nasri a salué la mémoire d'un «vénérable cheikh», dont le parcours a été marqué par le savoir, la dévotion et l'éducation, au service du Saint Coran, de la Sunna du Prophète Mohammed (QSSSL), ainsi que des adeptes et fidèles de la Tariqa Tidjana.

Le président du Conseil de la Nation a décrit le défunt comme «un homme de science, de dévotion et de piété», qui a consacré sa vie à la diffusion des valeurs et enseignements de la religion et à l'éducation des générations aux nobles valeurs morales et à la bonne conduite. Il a également mis en avant son œuvre dans les



domaines de l'enseignement, de l'orientation et de la réforme, menée, a-t-il souligné, avec «humilité, sagesse et bienveillance». M. Nasri a estimé que la disparition de cette figure éminente de la Tariqa Tidjana constituait «une perte pour sa famille, ses proches et pour

l'ensemble des disciples de la Tariqa», soulignant que son héritage scientifique et moral, sa conduite exemplaire et son œuvre au service du Saint Coran, de la Sunna et de la communauté resteront une source de reconfort.

De son côté, Mme Boufedech a fait part de sa «profonde compassion» à la famille et aux proches du défunt, ainsi qu'à la communauté religieuse et scientifique et aux disciples de la zaouïa Tidjana de Témacine. Elle a salué la mémoire du cheikh Mohamed Laid Tidjani et prié Allah Tout-Puissant de l'entourer de Sa Sainte Miséricorde et d'accorder patience et reconfort à ses proches. Les deux responsables ont ainsi exprimé leur solidarité avec la famille du défunt et l'ensemble des disciples de la Tariqa Tidjana, priant Allah Tout-Puissant d'accueillir le défunt dans Son Vaste Paradis et d'accorder patience et reconfort à ses proches.

R. N.

LE RECTEUR DE DJAMAÂ EL-DJAZAÏR :
«S'INSPIRER DE LA SÎRA
POUR RENFORCER DIALOGUE ET STABILITÉ»

Le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, a souligné, jeudi dernier, à Alger, l'importance de puiser dans les valeurs de la Sîra (biographie du Prophète) afin de promouvoir le dialogue et la tolérance et de contribuer à la consolidation de la sécurité et de la stabilité.

Présidant l'inauguration du conseil scientifique interactif organisé à l'occasion du mois de la naissance du Prophète (QSSSL), placé sous le thème « La Sîra prophétique : visions scientifiques et perspectives civilisationnelles », le recteur de Djamaâ El-Djazaïr a indiqué que l'étude de la Sîra « ne devrait pas simplement se cantonner à la restitution des faits, mais doit permettre aussi d'en extraire les significations humaines et civilisationnelles et les valeurs susceptibles de s'adresser à la situation de l'homme contemporain ».

Il a expliqué que la biographie du Prophète constitue une source permettant de traduire les valeurs religieuses en comportements sociaux et civilisationnels, favorisant ainsi la compréhension mutuelle et la préservation de la dignité humaine. Dans ce contexte, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini a insisté sur l'importance d'instaurer une culture fondée sur le dialogue, l'écoute et le respect d'autrui, permettant de construire des passerelles de compréhension entre les différentes religions, cultures et civilisations. Il a estimé que la diversité devait constituer un espace d'entente et de coopération. Le recteur de Djamaâ El-Djazaïr a également établi un lien entre les

enseignements de la Sîra prophétique et l'expérience de la Révolution algérienne, affirmant que la fidélité aux sacrifices consentis par les chouchada et les moudjahidine impose de transformer « la mémoire en responsabilité, les valeurs en comportement et l'histoire en conscience de l'avenir ».

Il a particulièrement mis en avant la portée de la Journée nationale du moudjahid, qui commémore le double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et de la tenue du Congrès de la Soummam, les 20 Août 1955 et 1956. Le recteur a conclu son intervention en appelant à «faire de la Sîra prophétique une source de sensibilisation, de la mémoire nationale un fondement de la loyauté et du dialogue un moyen de bâtir des ponts de compréhension entre les peuples et les civilisations. De leur côté, les participants à ce conseil scientifique ont abordé plusieurs thèmes liés à la portée humaine et civilisationnelle de la Sîra. Les travaux se sont achevés sur l'importance de poursuivre les recherches consacrées à ses dimensions humaines et civilisationnelles et à leur relation avec les questions intéressant l'humanité, la société et l'État, « de manière à contribuer à transformer les valeurs de dialogue, de justice et de coexistence en savoir et en pratique ».

Cette démarche vise également à faire de la sécurité et de la stabilité des fondements permettant de construire des ponts de compréhension entre les différents peuples, religions et cultures.

Abir Menasria

HAMID TAHRI N'EST PLUS
LA PRÉSIDENTE PRÉSENTE
SES CONDOLÉANCES

La Direction générale de la communication à la présidence de la République a présenté, hier, ses condoléances et sa profonde compassion à la famille du journaliste algérien Hamid Tahri, décédé après une longue lutte contre la maladie.



Dans un message de condoléances, la Direction générale de la communication a rendu hommage à l'un des journalistes marquants de la presse écrite algérienne, saluant un parcours riche et diversifié. Hamid Tahri avait débuté sa carrière au quotidien *El Moudjahid*, où il s'était notamment distingué par sa couverture et ses analyses de l'actualité sportive nationale et internationale. Au cours de son parcours, il avait également travaillé sur des sujets politiques, culturels et économiques, s'imposant comme l'un des rares journalistes de sa génération à maîtriser plusieurs domaines. Sa carrière a pris une nouvelle dimension après son arrivée au quotidien francophone *El Watan*, dès les premières années de sa création. Il y a laissé une empreinte professionnelle durable, notamment auprès de plusieurs générations de journalistes qu'il a accompagnés et encadrés au sein de la rédaction. « Devant cette douloureuse disparition », la Direction générale de la communication prie Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Large Miséricorde et Son Pardon, de l'accueillir en Son Vaste Paradis et d'accorder à sa famille et à tous ceux qui l'ont connu patience et reconfort.